

Notre passé mis à jour

Histoire du Québec contemporain, vol. 2 : Le Québec depuis 1930 de René Durocher, Paul-André Linteau, Jean-Claude Robert et François Ricard, Montréal, Boréal, 739 p., 29,95\$

Willie Chevalier

Numéro 45, printemps 1987

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/39364ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Éditions Jumonville

ISSN

0382-084X (imprimé)

1923-239X (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Chevalier, W. (1987). Compte rendu de [Notre passé mis à jour / *Histoire du Québec contemporain, vol. 2 : Le Québec depuis 1930* de René Durocher, Paul-André Linteau, Jean-Claude Robert et François Ricard, Montréal, Boréal, 739 p., 29,95\$]. *Lettres québécoises*, (45), 65-66.

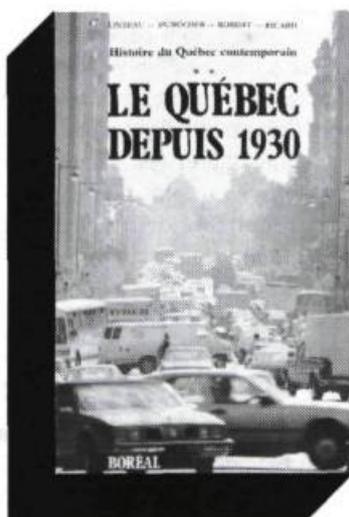
Notre passé mis à jour

Histoire du Québec contemporain, vol. 2: Le Québec depuis 1930 de René Durocher, Paul-André Linteau, Jean-Claude Robert et François Ricard, Montréal, Boréal, 739 p., 29,95\$

Pour peu que nous le désirions, nous sommes vite surinformés de l'actualité; cela ne nous donne pas pour autant pleine conscience de ce qui se passe autour de nous et à l'étranger. C'est que nous ne pouvons pas situer immédiatement tel fait par rapport à d'autres avec lesquels il forme la trame de l'histoire. Ainsi, je me souviens comme d'hier d'un beau jour de l'été 1934 où, tout jeune homme, j'achetais un journal frais sorti des presses qui annonçait en manchette l'assassinat d'Ernst Röhm. Comme tout le monde j'imagine, j'avais le pressentiment que cette nouvelle ferait date dans l'histoire du nazisme. Mais depuis quelque temps déjà l'histoire s'accélérait terriblement. Un événement important en chassait un autre dans la mémoire des hommes et il n'y avait pas d'«hitlérologue», nulle part, pour expliquer tout de suite qu'en faisant tuer Röhm, Hitler s'assurait la fidélité de l'armée allemande dans la guerre à venir cinq ans plus tard.

Nous avons donc besoin d'historiens pour connaître et comprendre l'enchaînement des faits, même les plus récents, qui constituent notre passé, pour éclairer notre incessante marche collective vers l'avenir.

Nous avons depuis 1979 une *Histoire du Québec contemporain: De la Confédération à la crise économique* par trois professeurs, MM. Paul-André Linteau, René Durocher et Jean-Claude Robert, ouvrage qui est à la fois aide-mémoire, instrument de travail et, comme on disait jadis, «livre de lecture». De lecture fort agréable. On en espérait une suite et la voici, les trois auteurs s'étant adjoint M. François Ricard pour raconter et expliquer «le Québec depuis 1930». En exposant leur dessein, ils écrivent que «quel que soit le point de vue d'où on l'observe, la société québécoise d'aujourd'hui présente une image entière-



ment différente de celle des années trente». Ce qui est rigoureusement exact comme peuvent en témoigner les gens assez âgés pour comparer le temps actuel aux derniers mois de l'hégémonie du Parti libéral du Québec (1897-1936). «Pourtant, ajoutent nos auteurs, le Québec actuel n'est pas né soudainement avec la Révolution tranquille: les changements qui l'ont modelé plongent leurs racines dans le passé.» C'est si vrai que l'on croit retrouver des traits d'anciens premiers ministres, dont ceux de Louis-Alexandre Taschereau, dans le comportement de M. Robert Bourassa, il serait intéressant de savoir s'il en est conscient. Quel que soit le champ d'action examiné par MM. Linteau, Durocher, Robert et Ricard — à qui nous nous reporterons par les initiales LDRR —, on constate une certaine continuité dans l'évolution du Québec: il n'est pas rare qu'une initiative gouvernementale ou autre fasse penser à quelque financier ou industriel de jadis ou de naguère, à quelque politicien ou journaliste, même s'il ne l'a jamais préconisée. Tout simplement, on la trouve dans la ligne de son action ou de sa pensée. L'influence posthume de Jules Fournier, d'Olivar Asselin et d'Édouard Montpetit — entre autres — sur la législation serait un beau sujet de thèse.

L'ouvrage admirablement ordonné de LDRR se divise en trois parties avec de nombreuses et intelligentes subdivisions: «La Crise et la guerre 1939-1945»; «À l'ombre de Duplessis 1945-1960»;

«Sous le signe de la Révolution tranquille de 1960 à nos jours», soit jusqu'à la défaite des libéraux d'Ottawa, du retour au pouvoir de M. Bourassa et du départ de M. Jean Drapeau.

Vers la fin des années 30 et le début de années 40, écrivent LDRR, «dans le but de préserver l'après-guerre, les idées néo-libérales s'affirment de plus en plus. Malgré leurs réticences passées, les milieux d'affaires et les hommes politiques acceptent la vision keynésienne de l'État et le rôle de ce dernier en matière de sécurité sociale. Au Québec, ce réformisme libéral inspire en bonne partie l'action du gouvernement Godbout (1939-1944)». C'est juste. Et pourtant on ne parlait jamais de John Maynard Keynes aux braves électeurs, et pour cause. Quel député, quel ministre connaissait le nom de cet économiste anglais que Godbout, quoique instruit, renseigné et intellectuellement curieux, n'avait sûrement pas lu? Tant il est vrai que nous ignorons souvent la provenance des idées qui nous inspirent, nous gouvernent, ou que nous servons.

À propos de la participation canadienne-française à la Deuxième Guerre mondiale, nos auteurs citent l'historien Jean-Yves Gravel selon qui «les Forces armées n'ont pas donné aux Canadiens français une égalité de chance; en conséquence, il ne fallait pas s'attendre de leur part à l'égalité de sacrifice tant réclamée par le Canada anglais. L'initiative pour améliorer le sort des militaires francophones est venue des hommes politiques qui, plus d'une fois, durent ordonner aux autorités militaires de donner suite aux décisions gouvernementales». Il ne s'agit pas là d'une rationalisation, ni d'excuses faciles à la prétendue tiédeur des Canadiens français. L'affirmation de M. Gravel est plus que corroborée par, entre autres, un secrétaire particulier de Winston Churchill qui le fut aussi de Neville Chamberlain et de Clement Attlee.

Sir John Colville a tenu un journal de 1939 à 1955 et l'a publié en 1985 sous le titre *The Fringes of Power*. Craignant de

passer pour un embusqué, Colville avait obtenu de Churchill, après l'avoir harcelé, l'autorisation de s'absenter de temps à autre de Whitehall pour servir dans la Royal Air Force. À l'été de 1944 il se trouve à une base aérienne du Hampshire et consigne: «I was attracted by the individualist personalities of the Australians. Many of the Canadians, brave, friendly and resourceful though they were, seemed by contrast to have a rubber-stamp outlook and upbringing. Moreover, it was irritating to find that they regarded our French Canadian ground-staff, all volunteers since there was no conscription in French Canada, as second-class citizens. When it came to censoring the ground-staff letters, their own officers were unable to perform the duty, for scarcely any of them could speak or even read French. A naturalised Czech, a Pole and I had to fill the gap. I found our ground-staff obliging and most anxious to serve us well even though their peculiar French *patois* was a little difficult to understand. I had no doubt that the evident lack of sympathy between them and their English-speaking officers bode ill for the tranquillity of post-war Canada». Si par hasard sir John Colville a continué à s'intéresser aux relations entre francophones et anglophones du Canada, l'injuste enlèvement de son compatriote James Richard Cross en 1970, si déplorable à tous égards, n'a pas dû l'étonner beaucoup.

Selon sa personnalité, ses antécédents, son métier ou sa profession, ses opinions, ses préjugés, le lecteur attentif fera des réserves sur le deuxième tome de *l'Histoire du Québec contemporain*. Vous auriez, j'aurais présenté des faits autrement, mis l'accent sur certains plutôt que sur d'autres, etc. Et puis, après? Rien n'empêche de commenter cette oeuvre bienfaisante.

Il est possible que Duplessis ait eu tort de penser que «le budget de l'État doit être administré comme celui d'une famille» (p. 54); mais, jusqu'à ces toutes dernières années, c'était le sort des gouvernements conservateurs de laisser à leurs successeurs l'argent nécessaire à leurs expériences (à leurs aventures) sociales. LDRR le reconnaissent d'ailleurs en signalant (p. 430) que «la politique traditionaliste et prudente de Duplessis a laissé à l'État québécois une capacité d'emprunt considérable, que ne manquent pas d'exploiter le gouvernement

Lesage et ses successeurs». Le malheur, c'est que le peuple prend goût aux innovations sociales de plus en plus coûteuses et les considère toutes comme des acquis intangibles. De là des révisions déçantes et des désillusions dangereuses.

En page 329 on lit — en termes plus aimables — que l'on a beaucoup surestimé l'influence de *Cité libre*; puis LDRR lui accordent une bonne dizaine de paragraphes copieux. Le fait est que Gérard Filion et André Laurendeau ont influencé l'opinion infiniment plus que *Cité libre* dont aucun collaborateur n'était leur maître à penser à l'un ni à l'autre. Cette revue aurait sombré dans l'oubli comme des dizaines de publications éphémères si les libéraux avaient perdu les élections fédérales de 1968.

Sans en avoir l'air, LDRR exposent fort bien la plupart des raisons de la déconfiture du Parti québécois en 1985. Pourquoi passent-ils sous silence les incroyables infortunes judiciaires de quelques vedettes de ce parti? Pudeur, horreur du jaunisme, crainte du libelle? Quoi qu'il en soit, il est évident que même à notre époque de permissivité, la nature humaine ne changeant pas, nombre d'électeurs exigent des hommes politiques plus de vertu et de vertus qu'ils n'en exigent d'eux-mêmes...

À plusieurs reprises, LDRR fournissent sur l'immigration de précieuses précisions accompagnées d'observations judicieuses. Pour des raisons faciles à deviner, leurs statistiques ne sont pas tout à fait à jour. Au risque d'être accusé de racisme, osons écrire que depuis un lustre s'est beaucoup accrue la population jaune et noire de Montréal (les «minorités visibles») dans le jargon officiel et condescendant, presque injurieux). Nous n'avons pas à nous plaindre de ces nouveaux citoyens mais ils poseront inévitablement des problèmes comme en France, au Royaume-Uni, aux États-Unis et autres pays hospitaliers si leur nombre va toujours croissant, d'autant plus qu'ils sont en général prolifiques. Si gouverner c'est prévoir...

Les amoureux de la vérité seront reconnaissants à LDRR de rappeler (p. 436 et autres) les réactions de la finance anglo-canadienne et du gouvernement Trudeau au dynamisme de notre caisse de dépôt et de placement et à l'essor économique du Québec en général. On aurait aimé cependant trouver de surcroît un rappel, fût-

il très succinct, des attendrissantes déclarations d'amour et des promesses implicites et explicites d'autres provinces au Québec durant la campagne référendaire.

En conclusion, LDRR écrivent que cinq grandes étapes scandent l'histoire du Québec contemporain: de 1867 à 1896; de 1896 à 1929; de 1930 à 1945; de 1945 à 1960; et de 1960 à nos jours. Ils affirment aussi qu'une oeuvre de synthèse comme la leur «n'aurait guère été possible au cours des années 1960. Depuis ce temps, la recherche a fait des pas de géant et nous a découvert des pans complets de ce passé récent. Même si les dimensions de cet ouvrage ne permettaient pas d'en rendre compte dans toute leur richesse et leurs nuances, les milliers d'études publiées par les historiens et les spécialistes des sciences humaines ont appuyé notre démarche et permis d'interroger le sens de l'évolution du Québec». Et, finalement: «En quelques années on est passé d'une perception figée et monolithique à une perspective d'évolution et de complexité; d'un Québec perçu comme folklore à un Québec analysé comme société, avec tout ce que cela comporte de hiérarchies, de luttes, de différences et de transformations».

Acceptons ces assertions. LDRR n'ont certes pas voulu faire oeuvre d'apologie mais, tout simplement, en relatant des faits et en montrant comment ils procédaient les uns des autres, ils nous convainquent que les Canadiens français — les Québécois si l'on préfère — n'ont aucune raison d'avoir des complexes. En prenant avec un grain de sel toute mission, providentielle ou autre, qu'on leur assignerait, il leur reste de ne pas trop décevoir ceux qui prendraient au sérieux les conjectures de l'historien anglais Arnold J. Toynbee — traduit par Michel Brunet —: «Si l'avenir de l'humanité dans un monde unifié est appelé, dans son ensemble, à être heureux, alors je prédirais que demain réserve un grand rôle dans l'ancien monde aux Chinois et, sur l'île de l'Amérique du Nord, aux Canadiens français. Quel que soit l'avenir du genre humain en Amérique du Nord, j'ai la conviction que ces Canadiens de langue française, en tout cas, prendront part aux derniers événements de l'histoire». □

Willie Chevalier